

La grande transformation du travail Crise de la reconnaissance et du sens du travail

La note en synthèse



Le travail est le pilier de notre modèle social : le **plein-emploi** (1,5 millions d'emplois supplémentaires) générerait 10 milliards de **cotisations sociales** en plus pour nos retraites, 4 milliards pour l'assurance-maladie, 1,5 milliards pour les familles, et 600 millions pour la branche accident du travail/maladies professionnelles.

Les attentes des Français envers le travail concernent ses trois fonctions fondamentales : sa dimension **rémunératrice** (46 % s'estiment suffisamment payés, contre 59 % dans l'Union européenne et 68 % en Allemagne) ; sa dimension **d'épanouissement** (40 % des 17-38 ans aspirent à l'**autonomie** dans le travail ; 42 % des actifs estiment que leur supérieur ne **reconnait** pas leur travail à sa juste valeur, contre 34 % aux États-Unis et 28 % au Royaume-Uni) ; sa dimension **sociale et citoyenne** (l'absence d'autonomie dans le travail est directement corrélée en France à l'abstention électorale).



_____ **46%** s'estiment suffisamment payés

_____ **59%** s'estiment suffisamment payés

_____ **68%** s'estiment suffisamment payés

Une analyse des données objectives sur l'évolution du travail depuis trente ans permet de préciser ces aspirations :



Dans l'ensemble, les inégalités de salaire décroissent et le pouvoir d'achat augmente depuis trente ans. Cependant, **certains secteurs** (publics mais aussi privés) ont vu leurs salaires relatifs diminuer relativement au SMIC ;



Le travail permet plus difficilement de se loger (le nombre d'années de revenus nécessaires à l'achat d'un logement a augmenté de plus de 50 % entre 1999 et 2023), en particulier pour les plus jeunes, qui sont exposés à une plus grande précarité de l'emploi.



Le travail est en effet devenu **moins stable** (14 % d'emploi précaire en 2022 contre 5 % en 1985), surtout chez les 15-24 ans (taux de contrat hors CDI passé de 37 % à 53 % de 1995 à 2018).

Le travail est le **pilier de notre modèle social**
Le **plein-emploi** (1.5 million d'emplois supplémentaires) **générerait**



10 milliards
de cotisations sociales en plus pour nos retraites

4 milliards
pour l'assurance-maladie

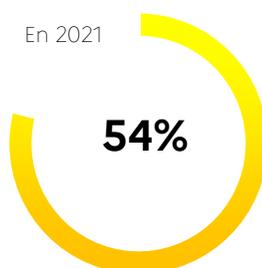


1.5 milliards
pour les familles

600 millions
pour les accidents du travail et maladies



Part des cotisations sociales dans le financement de la protection sociale

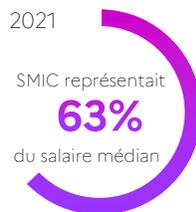
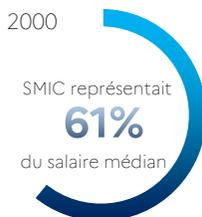
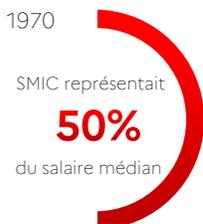


Travail et reconnaissance

Salariés européens estimant leurs efforts reconnus à leur juste valeur



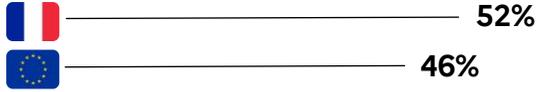
En 50 ans, le salaire médian s'est rapproché du SMIC



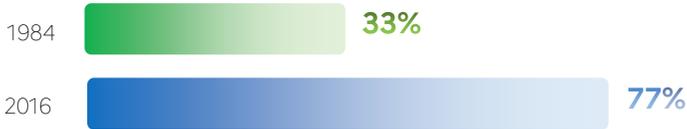


Pression ressentie au travail

Part des actifs concernés par le stress dû à la hâte



Part des salariés dont le rythme de travail est dicté par des tâches à réaliser **en moins d'une heure**



Age du premier emploi

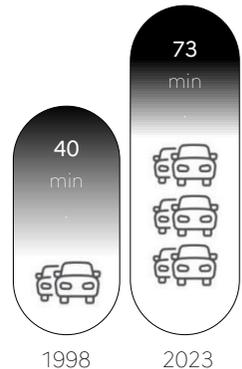


Place du travail dans la vie quotidienne



des Français se disent **satisfaits** de leur travail mais seuls **24%** lui accordent une place "**très importante**" dans leur vie, **contre 60% en 1990**.

Durée des trajets domicile-travail



+50%

du nombre d'années de revenus nécessaires à l'achat d'un **logement** dans l'ancien entre 1998 et 2021

Le travail s'est nettement **intensifié** :



La part des personnes dont le rythme de travail est dicté par des tâches à réaliser immédiatement ou en moins d'une heure est passée de 33 % en 1984 à 77% en 2016 ;

- **La France est le pays européen où les actifs sont les plus soumis au stress** lié à des contraintes de temps ;
- Le travail est également devenu **plus répétitif** (28 % des salariés en 2005, 42 % en 2017), avec une baisse de l'autonomie (baisse de 10 % à 15 % des marges de manœuvres de 1991 à 2016) ;
- Il est enfin dégradé par des **modes de management qui induisent peu de reconnaissance** (56 % des Français estiment leur travail reconnu à sa juste valeur, contre 75 % en Allemagne).

Les causes de ces évolutions sont connues, elles sont de nature **économique** :



Mondialisation (le taux d'ouverture de l'économie française est passé de 14 % en 1968 à 31 % en 2022) et pression accrue de la concurrence internationale ;



Tertiarisation (50 % de l'emploi en 1973, 80 % en 2022) et transformation des emplois (transitions numérique, énergétique et démographique) ;



Pression croissante du court-terme, due notamment à la désintermédiation des modes de financement des entreprises ;



Métropolisation (46 % de l'emploi est situé dans les aires de plus de 500 000 habitants ; la France est le pays d'Europe avec les plus longues navettes domicile-travail – 1h13 par jour).

Elles sont également de nature **sociologique** : "Logique de l'honneur" en conflit avec les nouveaux modes d'évaluation du travail (P. d'Iribarne) ; élite formée de façon pyramidale (M. Crozier) ; tradition de relations sociales conflictuelles (Th. Philippon).

La prise en compte de l'ensemble de ces causes est le préalable nécessaire à une action en profondeur.

Retrouvez nos travaux et notre actualité sur l'ensemble de nos réseaux sociaux.



www.plan.gouv.fr



Le Haut-commissariat au Plan



@HCP_Le_Plan

